

*Le budget—M. Cardiff*

A l'est de Formosa se trouvent d'immenses dépôts de gravier qui feront du village de Mildmay un centre important d'approvisionnement et d'expédition de sable et de gravier pour le centre de l'Ontario. Au nord-ouest, la circonscription est adjacente à Kincardine et à la station nucléaire de Douglas Point. Cette région est témoin de la croissance d'une nouvelle industrie de culture de serre qui économise l'énergie puisqu'elle se sert de la chaleur superflue que dispense l'usine et, à l'avenir, cet endroit attirera d'autres industries consommatrices d'énergie. Au sud-ouest se trouve le port de Goderich, sur les Grands Lacs, d'où l'on expédie des céréales dans le monde entier. Cette localité est également un centre de fabrication de machinerie routière exportée sur une grande échelle et le siège d'une mine qui exporte du sel vers les marchés centraux des États-Unis en passant par Chicago. Cette mine connaît maintenant une expansion de l'ordre de 37 millions, sans bénéficier le moins de l'aide fédérale.

Ailleurs, dans les autres petites villes de ma circonscription, des petites entreprises luttent pour survivre ou pour se transformer en grosses entreprises de fabrication d'outillage agricole, de pièces d'automobile, de bulldozers, de textiles et de voiliers. Pour ces industries, le gouvernement fédéral a fait très peu. Elles survivent—quand elles survivent—uniquement grâce aux initiatives personnelles de leurs employés.

L'initiative la plus notable du gouvernement fédéral depuis la reprise du pouvoir par le premier ministre (M. Trudeau) a été la fermeture de la base aérienne de Clinton qui revêtait une importance considérable pour l'économie locale. Cette fermeture n'a rien laissé derrière si ce n'est des édifices vides qui abritent maintenant quelques-unes des petites entreprises mises sur pied par des gens du coin.

Ce que je veux faire remarquer est que bien que l'économie de ma circonscription ait prospéré grâce à sa base agricole nous en avons payé le prix. Nous n'avons pas été en mesure de développer et de soutenir un niveau d'activité industrielle permettant à tous nos enfants de trouver de l'emploi et au fil des années nombre d'entre eux ont dû partir ailleurs gagner leur vie. C'est ainsi que les habitants de Huron-Bruce ont toujours eu des liens de parenté très forts avec l'ouest. Des gens ont quitté notre localité pour émigrer vers l'ouest à partir des années 1880 tout d'abord pour développer des terres agricoles et plus récemment pour travailler dans les villes ainsi que dans les champs pétrolifères et gazifères.

● (1710)

Notre économie locale est encore saine, mais nous sommes parvenus à la maintenir en nous adaptant et en exportant notre surplus de population vers les villes de l'Ontario et de l'Ouest. Voilà à quoi se résume notre histoire. Le gouvernement actuel ne nous a pas aidés à développer notre agriculture, mais nous n'avons jamais cru que nous progresserions grâce à des ressources enlevées aux autres. Il vaudrait beaucoup mieux pour nous que le gouvernement nous aide à développer ce que nous avons et à continuer de prospérer.

Il y a quelques semaines, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) nous a parlé du voyage dans l'Ouest qu'il a fait il y a longtemps au moment des récoltes. Ces excursions constituaient une activité à laquelle beaucoup de nos agriculteurs se livraient volontiers dans les temps difficiles. A l'époque où l'argent était rare, l'Ouest offrait des revenus qui ont permis à plus d'une famille d'agriculteurs de l'Ontario de survivre. Il y a

moins longtemps, beaucoup de nos enfants sont partis vers l'Ouest et y ont fondé leurs foyers sans toutefois oublier leur province natale. Ce sont ces migrations et ces liens qui contribuent à créer l'identité du Canada et qui font sa force. Les liens qui existent entre les agriculteurs de l'Ontario et ceux de l'Ouest sont très forts. Ils deviennent de plus en plus forts dans l'industrie du bœuf. Les agriculteurs qui ont vu grandir leurs fils et les ont vus s'établir à leur propre compte croient qu'il est impossible de garder leur famille unie en essayant de diriger les entreprises de leurs fils comme si elles leur appartenaient.

Nous reconnaissons que l'Ouest n'a jamais sérieusement demandé au reste du Canada d'acheter le pétrole et le gaz, comme les Américains, au prix mondial. Ce que l'Ouest demande c'est la possibilité de négocier des prix honnêtes et la chance de promouvoir son propre développement. Les Canadiens de l'Ouest ne veulent pas du fonds de développement de l'Ouest, parce qu'il y voient simplement une tentative du gouvernement fédéral d'utiliser leur argent pour leur dicter comment procéder à leur propre développement.

Je ne cherche pas à faire croire que les gens de ma circonscription ou d'ailleurs en Ontario ont du goût pour les hausses considérables du prix du pétrole ou du gaz. Mais ils les acceptent parce qu'ils les estiment nécessaires pour favoriser la conservation, l'efficacité industrielle, et l'exploitation plus poussée de nos propres ressources. Ce qu'ils n'aiment pas et qu'ils n'accepteront pas, du moins je l'espère, c'est que le gouvernement fédéral s'empare des ressources d'une province ou d'un groupe de provinces pour se protéger contre les désastres qu'il a lui-même appelés au dessus de sa tête.

Je tiens à ce qu'on me comprenne bien, monsieur l'Orateur. Tous les Canadiens savent maintenant ce que savaient déjà les gens de ma circonscription lorsqu'il ont voté en faveur de l'acceptation du programme qui figurait dans le budget Crosbie et qui prévoyait la hausse du prix des combustibles. Tous les Canadiens, sauf erreur, s'accordent à reconnaître qu'ils ne devraient pas payer les prix mondiaux. Je pense que la grande majorité des habitants de l'Ouest souscrivent à ce principe, mais avant que le gouvernement fédéral tente de s'approprier les ressources d'une province, quelle qu'elle soit, je pense que la plupart des Canadiens aimeraient le voir mettre de l'ordre dans ses propres affaires, sans gaspiller un milliard par-ci, par-là ou ajouter 2.7 milliards à la dette nationale, qui totalise maintenant 107 milliards. Les intérêts pour cette année seulement s'élèvent à 1,390 par tête d'habitant.

Ce budget nous montre le visage d'un gouvernement qui n'a pas manifesté clairement son intention de négocier sérieusement avec les gouvernements des provinces productrices au sujet du prix de l'énergie. Il tente plutôt de prendre unilatéralement les choses en main, aggravant ainsi les divisions au sein du pays. Malgré tous ses efforts, le prix de l'énergie est plus élevé que celui contenu dans le budget Crosbie, dont les ministériels disaient qu'il était trop élevé. Pour ajouter au gâchis, monsieur l'Orateur, la mauvaise gestion du gouvernement en matière de stratégie énergétique n'a d'égale que le cynisme de la résolution constitutionnelle qu'il a fait adopter à toute vapeur par la Chambre il y a deux semaines. Cette mesure a tellement choqué les gouvernements provinciaux que six d'entre eux ont décidé de traîner le gouvernement fédéral devant les tribunaux. Pour s'assurer que les Canadiens ne découvrent pas à quel point le projet de constitution diffère de